

Parler du rêve

Marc Haentjens

Numéro 135, printemps 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40967ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (2007). Parler du rêve. *Liaison*, (135), 15–16.

Parler du rêve

MARC HAENTJENS

C'ÉTAIT AU DERNIER SALON DU LIVRE de Paris, en mars 2006. Une délégation d'éditeurs du Canada français que j'avais le plaisir d'accompagner s'était fait organiser une série de rencontres avec des professionnels du livre français. L'un d'eux, doué d'une longue expérience dans le domaine de la distribution, nous avait fait un exposé particulièrement brillant des conditions d'accès au marché français et, à la fin de sa présentation, nous avait invités à lui proposer des cas concrets. Quelques membres de la délégation s'étaient avancés en lui soumettant des livres qui leur semblaient convenir à l'exportation. Après avoir pris le temps de les examiner, de les soupeser et de les retourner d'une couverture à l'autre, notre expert avait lâché une phrase qui résonne encore à mes oreilles : « Ça me fait pas rêver ! ». Le jugement, tombé comme un couperet mais énoncé simplement comme une évidence, nous avait, il faut dire, d'abord estomaqués, portant comme un coup de poing à notre bel enthousiasme d'exportateurs débutants.

La petite phrase a alimenté les jours suivants des discussions fort animées. Nous comprenions bien – ou nous réalisions plutôt – que le marché français n'était pas une conquête facile, que sans compter l'énormité des acteurs avec lesquels il nous fallait compter – éditeurs, distributeurs, médias – ce marché avait ses lois, sa propre dynamique, ses caprices mêmes, qui ne nous permettaient pas d'arriver simplement avec nos livres en disant : « voilà ! » (expression chère aux Français). La réalité nous demandait de raffiner notre approche, de bien mesurer l'ampleur de l'investissement à faire et, surtout, de réfléchir à ce que nous pouvions avoir à offrir aux lecteurs français... qui les ferait rêver !

De retour au Canada, la petite phrase assassine a continué à nous poursuivre. Comment pourrions-nous, effectivement, « faire rêver » les Français ? Serait-ce en les plongeant dans les méandres de notre histoire, en leur offrant des aventures nordiques (comme nos offices touristiques le font, avec des courses de traîneaux à chiens ou des randonnées en motoneige) ou en leur faisant miroiter la pureté de nos « grands espaces » ? Ou bien – car cette approche nous semblait exploiter une image usée dont nous voulions justement nous détacher – serait-ce en leur faisant valoir la modernité et la diversité de notre littérature ? Nous n'avons pas, à vrai dire, encore trouvé la réponse à cette question. Mais le défi lancé par notre interlocuteur français nous a mis sur une piste qui s'avère extrêmement fertile et propice à bien d'autres applications.

Problème d'appétit

Je participais, il y a quelques mois, à une rencontre avec un groupe de fonctionnaires quand j'ai eu précisément l'occasion d'y repenser. L'objet de la rencontre visait à défendre un projet qui contribuerait à promouvoir certains produits culturels (et, notamment, des livres) issus de nos milieux.

Manifestement, les fonctionnaires réunis avec nous ne semblaient pas très réceptifs aux arguments que nous leur présentions. Après une longue discussion qui tournait de plus en plus en rond, l'un d'eux se décida à nous donner l'heure juste : « Je vais vous parler franchement, annonça-t-il, il n'y a pas présentement " d'appétit " pour votre projet. Trouvez une autre idée, imaginez une autre approche, mais il ne sert à rien d'insister avec cette demande, il n'y a pas au Cabinet ou chez la ministre d'appétit pour ça. »

Ce n'était pas vraiment la première fois que j'entendais cette expression (me demandant d'ailleurs toujours si ce n'était pas une traduction trop littérale de « *There is no appetite for that ?* ») mais, cette fois, je ne sais pourquoi, le lien s'est imposé avec le commentaire exprimé aux éditeurs à Paris. C'est ça, me dis-je, notre projet ne fait tout simplement « pas rêver » les fonctionnaires, la ministre ou les membres de son Cabinet. Et, alors que je sentais plusieurs de mes collègues tout prêts à exploser (« Comment ça, pas d'appétit ! ? »), je me suis mis à griffonner tranquillement sur mon bloc-notes : Pas de rêve = pas d'appétit. C.Q.F.D.

Nous pouvions bien, comme avec nos livres, espérer convaincre nos interlocuteurs à coup d'arguments ou de catalogues, la vérité était là : s'il n'y avait pas d'intérêt, si nous ne réussissions pas à les associer plus étroitement – ou plus viscéralement ? – à nos visées, nos efforts étaient perdus. Sans doute, le « pas d'appétit » du fonctionnaire était-il encore plus brutal que le « ça me fait pas rêver » de notre expert français. La formule nous renvoyait toutefois un même message : la nécessité de provoquer chez nos vis-à-vis l'enthousiasme qui seul fait bouger les choses. Et ce n'était pas, manifestement, nos demandes financières répétées ni nos revendications traditionnelles, même formulées autrement, qui étaient en mesure de produire cet effet. Nous avions tout simplement ignoré, dans nos rapports avec les fonctionnaires, qu'il était essentiel, pour eux aussi, de les « faire rêver » !

J'ai réalisé alors combien la dynamique bureaucratique dans laquelle nous sommes de plus en plus englués nous avait fait perdre de vue ce qui nous anime et qui serait pourtant le message le plus fort que nous pourrions communiquer. À force de transformer nos projets pour les faire entrer dans des programmes qui ne sont pas vraiment taillés pour ça, à force de les reformuler pour les traduire en objectifs et en « résultats visés », à force enfin de les consigner sous forme de fiches ou de tableaux supposément logiques, nous avions oublié, me semble-t-il, d'exprimer ce qui était au cœur de nos convictions et à la base même de notre action : notre rêve collectif ou notre projet de société.

Un cul-de-sac

Au lieu d'affirmer ainsi ce qui serait vraisemblablement notre meilleure carte pour justifier nos demandes, notre réflexe nous porte plutôt à chercher ce qui pourrait répon-

dre à «l'appétit» de nos interlocuteurs. Comme pour l'exportation de nos livres, nous tentons de répondre aux prétendues attentes de nos cousins français! Nous savons trop bien comment nous nous sommes fait entraîner de cette façon à tordre notre discours pour le couler dans les orientations ou les priorités des responsables gouvernementaux. Qu'il s'agisse de prouver les retombées économiques de la culture, la rentabilité du bilinguisme ou la contribution de la francophonie au multiculturalisme, on a pu voir à l'expérience que la démarche n'a jamais été payante. Tout au plus, nous a-t-elle entraînés dans des directions où nous ne voulions pas aller.

Les exercices de «planification globale» auxquels nos communautés sont astreintes depuis une quinzaine d'années illustrent bien, je crois, ce cul-de-sac. Au lieu de resserrer les communautés autour d'une vision collective et de stratégies solidaires, ces exercices ont plutôt conduit à précipiter nos structures communautaires dans des actions opportunistes, là, autrement dit, où il y avait le plus «d'appétit» gouvernemental: la santé, par exemple, le développement économique, plus récemment l'immigration. Parallèlement, cependant, on ne pouvait que constater une «démobilisation» croissante de la population francophone dans différentes régions du pays. Indice sans doute que les quelques millions de dollars versés annuellement dans la création de nouveaux programmes communautaires ne suffisent pas à former un projet collectif!

J'ai quelques scrupules à faire cette observation, mais je crois qu'elle se vérifie largement sur le terrain. En Ontario seulement, nous en avons, depuis des années, des démonstrations régulières, y compris dans des régions qui figurent parmi les «bastions» de la francophonie (voir la déroute actuelle de l'ACFO dans l'Est ontarien). Plus encore, on peut ressentir partout une inquiétude croissante face à l'état d'esprit des jeunes et à leur résistance au vaste projet de «construction identitaire» qui est maintenant le mot d'ordre de la francophonie. Manifestement, le message qu'on veut leur transmettre a de plus en plus de difficulté à passer. «Être fiers d'être francophones? disent-ils. On veut bien. Mais fiers de quoi?». J'aurais envie d'ajouter, en plagiant notre expert français: «La francophonie, vous savez, ça les fait pas rêver!».

Revenir au rêve?

Tout cela m'indique clairement qu'il y a urgence de revenir à l'essentiel, c'est-à-dire au rêve qui nous habite. Non seulement pour nous, pour nous rappeler en premier lieu ce pourquoi nous travaillons ou ce pourquoi nous sommes engagés dans des mouvements communautaires mais aussi, tout autant, pour (re)mobiliser les membres de la communauté francophone, y compris les jeunes, et aller chercher l'appui des multiples partenaires, fonctionnaires et politiciens, dont nous avons besoin pour réaliser notre projet collectif. Or, ce rêve déborde les «priorités de développement» de la communauté. Il ne saurait non plus se réduire à un ensemble de revendications politiques. Ce doit être un véritable projet de société, suffisamment grand et inspirant pour qu'on puisse y adhérer volontiers et non pas par obligation, comme trop souvent on se sent poussé à le faire, au nom de «la cause», comme on dit.

Fortuitement, il se présente dans les prochains mois deux occasions qui permettront de concrétiser ce «rêve». D'abord, les «États généraux des arts et de la culture dans la société acadienne au Nouveau-Brunswick», convoqués début mai à Caraquet dans le but de «rassembler l'ensemble des forces vives autour du projet culturel au cœur de la société acadienne». Ensuite, le Sommet des communautés francophones et acadiennes qui doit réunir à Ottawa, début juin, les principaux chefs de file de la francophonie canadienne en leur posant «le défi de définir une nouvelle vision de leur développement». Chacun de ces forums est, bien sûr, animé (aussi) par un certain nombre d'objectifs concrets (entendons ici, politiques); mais il représente d'abord une occasion privilégiée de discuter et de préciser le projet sociétal qui nous unit.

Il faut donc souhaiter que ces deux rendez-vous remplissent leurs promesses et qu'ils permettent ainsi d'aborder l'essentiel, c'est-à-dire le rêve au cœur de notre projet collectif. Que nous puissions reprendre ces mots de Jean Marc Dalpé:

«Je voudrais parler du rêve, le nôtre, celui qui pousse
parmi et en chacun.»

Gens d'ici, Prise de parole, 1981. ■

Marc Haentjens œuvre depuis longtemps comme chercheur, animateur et consultant en matière culturelle au sein de la francophonie canadienne. Il est aujourd'hui directeur du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).

ASSOCIATION
des AUTEURES et AUTEURS de L'ONTARIO FRANÇAIS

30 et 31 mars 2007

Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa

Forum
de concertation
du livre
franco-ontarien

30 mars 2007 :

Soirée littéraire multidisciplinaire ouverte à tous
Lecture de textes d'auteurs franco-ontariens primés en 2005 et 2006

31 mars 2007 :

Forum de concertation du livre franco-ontarien
Journée de réflexion autour du livre franco-ontarien
(Sur invitation seulement)

Pour toute information, visitez le site <http://aaof.ca>

310-261, chemin de Montréal Ottawa ON K1L 6C7
TÉL : (613) 744-0902 Téléc. : (613) 744-0915
info@aaof.ca www.aaof.ca